

« Marche des beurs » : 30 ans sans fleurs ni couronnes

LE MONDE

Rien. Pas de cérémonie. Pas de discours. Pas même une présence discrète à une projection de film ou une soirée débat. Pour le trentième anniversaire de la « Marche des beurs », le PS et l'exécutif ne se seront associés officiellement à aucun événement commémoratif de cette manifestation qui, entre le 15 octobre et le 3 décembre 1983, avait marqué la première apparition sur la scène politique de la jeunesse issue de l'immigration.

Le constat en gêne plus d'un au PS et au gouvernement alors qu'avant l'arrivée de François Hollande à l'Élysée, les rangs socialistes étaient peu avares de commentaires en matière de discriminations. « *On a des facilités à agiter les valeurs mais des difficultés à les mettre en pratique* », lâche le député de l'Essonne et ancien président de SOS-Racisme, Malek Boutih. « *Tout le monde s'est regardé en se demandant à qui appartenait cet événement* », ajoute-t-il, et puis... « *ça a fait plouf!* »

Quelques idées ont bien été posées sur la table. Les préparatifs de l'anniversaire par les anciens marcheurs de 1983 ont même été attentivement suivis. « *On aurait au moins pu organiser une conférence avec notre réseau d'experts* », estime Razzy Hammadi, député de Seine-Saint-Denis. Mais finalement rien n'a abouti. « *Jamais je n'aurais imaginé que l'on en soit à ce niveau de commémoration* », regrette-t-il.

Faute d'événement majeur auquel s'associer, M. Hammadi s'est du coup résolu à s'organiser son propre petit agenda commémoratif. Comme cette projection en avant-première, jeudi 28 novembre, au Comptoir général, à Paris, du documentaire de la militante antiraciste Rokhaya Diallo, *Les Marches de la liberté*. Une

projection où il s'est rendu avec trente jeunes de Montreuil.

Au gouvernement, le ministre de la ville, François Lamy, est le seul à s'être réellement agité pour ce trentième anniversaire. Son ministère a financé pour « *455 000 euros d'expositions et manifestations diverses* », défend-il. Le 14 octobre, M. Lamy s'est aussi rendu à Vénissieux, en banlieue lyonnaise, ville dont était originaires le noyau dur des marcheurs de 1983 pour y déposer une plaque.

Défiance

La cérémonie a toutefois tourné court après que la figure emblématique de l'époque, Toumi Djaidja, refuse d'y participer. Après la manifestation de 1983, comme lui, beaucoup de marcheurs ont repris leur quotidien en cité et vécu comme un abandon la dégradation de la vie en banlieue. Une défiance qui n'a fait que renforcer les gênes socialistes à l'égard de toute initiative commémorative.

Aujourd'hui, M. Lamy refuse de se dire déçu mais admet qu'il y a eu « *un souci* » autour de ces 30 ans. « *On ne voulait pas donner l'impression que le gouvernement voulait récupérer ce mouvement* », justifie-t-il. S'il se refuse à y voir aussi l'impact du contexte électoral avec les municipales prévues en mars 2014, il confesse le rôle de « *la crise économique et sociale* ».

« *Le PS s'abrite derrière des discours républicains pour refuser la question particulière des populations issues de la diversité* », analyse pour sa part M. Boutih. Et de comparer la modestie de cet anniversaire sans fleurs ni couronnes avec le faste des cérémonies commémoratives de la première guerre mondiale : « *Peut-être que quand la marche aura 100 ans on fera quelque chose.* » ■

ELISE VINCENT